

L'école, l'autre obstacle au déménagement des multinationales sur les rives du Léman

Arc lémanique Face à la pénurie de places dans les écoles privées des cantons de Vaud et Genève, les autorités sont appelées à réagir. Et, pourquoi pas, en créant des cursus anglophones à l'école publique

Cynthia Gani

Les expatriés de l'Arc lémanique vivent un autre cauchemar que la recherche d'un logement (LI du 18.02.2010): la scolarisation des enfants. Les écoles privées qui offrent une filière anglophone affichent inlassablement complet, ce qui pénalise clairement l'attractivité de la région du point de vue des multinationales. Le manque de coordination de l'offre, l'absence d'une politique régionale et parfois, les tensions entre les établissements privés et les autorités n'arrangent rien. Dès lors, certaines entreprises en appellent au réveil des cantons de Genève et Vaud, priés de lutter plus activement contre la pénurie. Allant parfois jusqu'à réclamer que l'Etat mette en place un cursus anglophone à l'école publique.

L'entreprise Givaudan, qui emploie 850 personnes à Genève, en sait quelque chose. Responsable des ressources humaines, Nicolas Gex affirme que le problème des écoles est tout aussi voire plus préoccupant que celui du logement. «Le fait qu'il n'y ait pas de cursus anglophone à l'école publique est très pénalisant». Outre le constat qu'elles sont prises d'assaut, les écoles privées coûtent entre 12 000 et 28 000 francs par an, et les multinationales prennent en charge tout ou une partie de l'écolage des enfants de leurs expatriés. En période de crise, cela pèse. Si l'école publique s'ouvrait à cette population, ce serait une vraie aide, estime Nicolas Gex.

Critère clé

Il n'est pas le seul à le réclamer. Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève, François Naef avait déjà exprimé son regret que le système public ne soit «pas très adapté» aux besoins des expatriés, «ce qui est particulièrement dommage pour une ville internationale comme Genève (LI du 31.05.2008).

La question, pourtant, ne semble pas à l'ordre du jour dans les cantons de Vaud et Genève. Patron de l'Ecole genevoise, le socialiste Charles Beer élude: «Je n'y suis pas opposé, si on m'en donne les moyens...» Mais le canton vient de voter des baisses fiscales; le sujet ne figure pas parmi les priorités du gouvernement.

Idem du côté de son homologue vaudoise, la socialiste Anne-Catherine Lyon: «Je me réjouis que les mérites de l'école publique soient reconnus, et je suis convaincue que les enfants des expatriés, même s'ils ne restent que quelques années en Suisse, gagneraient à être intégrés avec les autres écoliers. Mais nous ne pouvons pas modéliser tout le système public parce que des gens en ont besoin sur le vif.»

En attendant, il faudra donc trouver d'autres solutions. Car les multinationales continuent à affluer. A Genève, la société Japan Tobacco International vient d'annoncer qu'elle passera de 700 à 1000 emplois, et le voyageur américain en ligne Expedia est en train d'arriver avec 100 employés. Dans le canton de Vaud, Yahoo! s'est implanté à Rolle, et Eaton à Morges.

L'école figure parmi «les critères clés» des entreprises qui étudient la possibilité de s'installer sur l'Arc lémanique, affirme Daniel Loeffler, directeur du Service genevois de la pro-

motion économique. «Pour les familles, assurer la scolarité de leurs enfants est décisif», renchérit Michaëlene Stack, directrice du développement de l'Ecole internationale de Genève, qui accueille plus de 4000 élèves. Or, «la situation est très tendue», souligne Daniel Loeffler. Les écoles nous assurent que personne ne reste sur le carreau, mais les expatriés, eux, nous disent que c'est la croix et la bannière. «Il y a un besoin difficile à satisfaire», acquiesce le directeur du développement économique du canton de Vaud, Jean-Frédéric Berthoud.

Le problème, c'est qu'il n'existe pas de chiffres officiels sur les besoins en matière d'école privée anglophone! A Genève, la promotion économique fait bien un état des lieux des écoles privées tous les six mois, mais ses observations relèvent davantage de l'appréciation que de la statistique, explique Daniel Loeffler. «Nous n'avons aucun pouvoir de coordination.» Idem dans le canton de Vaud, où la ministre Anne-Catherine Lyon ne dispose pas d'un inventaire des besoins. «Il faut poser la question à chaque établissement. Nous n'avons pas les moyens de

faire des statistiques», admet Alain Boss, directeur de l'Association vaudoise des écoles privées.

Dans ce flou, nombreuses sont les familles qui s'inscrivent dans plusieurs établissements scolaires avant leur arrivée, comme le leur conseillent les agences de relocation chargées d'épauler les «expats» à leur arrivée. Résultat: les inscriptions gonflent artificiellement parce que les parents oublient souvent de se désister auprès des écoles qu'ils n'ont pas retenues. «A Genève, toutes les écoles privées anglophones sont pleines, on se doit de prévenir les grandes sociétés avec lesquelles nous travaillons. Souvent, elles passent un «School agreement» avec les écoles: elles achètent à l'avance un certain nombre de places», explique Sabine Berlocher, directrice de la société «Active relocation».

Partenariats public-privé

Rien n'est simple, surtout dans le canton de Vaud, assure Alain Boss. Alors que la Suisse rêve de rayonnement international, les infrastructures ne suivent pas: nombreuses sont les écoles qui ont renoncé à ouvrir sur la Côte vaudoise pour cause d'oppositions des communes, dit-il. «Les lourdeurs administratives nous empêchent d'avancer.»

A Genève, en revanche, un solide partenariat s'est mis en place entre l'Etat et les écoles privées, selon Michaëlene Stack. Pour Charles Beer le canton, qui héberge l'ONU et de nombreuses organisations internationales, est habitué à chercher des solutions pour accompagner son développement. Pour accueillir les populations «nomades» qui résident à Genève, il est important de pouvoir compter sur un partenariat public-privé fort. L'Etat aide les écoles privées à se développer en facilitant, par exemple, la recherche de terrains ou en accordant des droits de superficie à des taux intéressants.

Mais à long terme, cela ne suffira pas. Pendant que chacun s'affaire dans son coin, nombreuses sont les sociétés américaines qui prennent la main sur le juteux marché des écoles privées: le Collège du Léman, à Genève, a été vendu au groupe Meritas et le collège de Champittet, à Lausanne, a été acquis par le groupe Nord Anglia Education.

A défaut de voir l'école publique s'ouvrir aux expatriés, il faudrait une réflexion à l'échelle lémanique, inexistantes aujourd'hui, selon Alain Boss. Charles Beer le martèle: «Les infrastructures se développent, mais cela ne va pas assez vite. Les solutions doivent être trouvées dans le cadre de la région. Genève ne pourra pas assurer durablement le développement de son quartier général de multinationales autrement que dans l'agglomération.»



Pénurie de classes pour les petits expatriés. Mener une réflexion à l'échelle de l'agglomération. ARCHIVES